

D'où vient l'uniformisation des retraites ?

D'où vient l'uniformisation des retraites ?

Vous voulez savoir qui se cache derrière l'uniformisation des retraites ?

Pour avoir la réponse, Caroline notre responsable la 3^{ème} circonscription vous invite à visionner la vidéo de Lauriane de Tipeee.com

<https://www.youtube.com/watch?v=hhwzKDNZcoI&feature=youtu.be>

Voici la référence citée par Lauriane, il suffit de lire :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-specific-recommendation-commission-recommendation-france_fr.pdf

la première recommandation nous dit :

1. à veiller à ce que le taux de croissance nominale des dépenses primaires nettes ne dépasse pas 1,2 % en 2020, ce qui correspondrait à un ajustement structurel annuel de 0,6 % du PIB; à utiliser les recettes exceptionnelles pour accélérer la réduction du ratio de la dette publique; à réduire les dépenses et à réaliser des gains d'efficacité dans tous les sous-secteurs des administrations publiques, notamment en précisant pleinement les mesures concrètes nécessaires dans le contexte du programme Action publique 2022 et en

surveillant étroitement la mise en œuvre de ces mesures;
à réformer le système de retraite pour uniformiser progressivement les règles des différents régimes de retraite, en vue de renforcer l'équité et la soutenabilité de ces régimes;

Pour ceux qui pensent encore que les réformes résultent d'une politique nationale !

A diffuser autour de vous au maximum.

La délégation

LES GOPÈ : L'Europe de Macron, c'est ceci !!

Chaque année, la Commission Européenne publie des « Grandes Orientations de Politique Economique » pour chacun des 28 Etats.

Ces « recommandations » doivent être appliquées par les Etats en raison de l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Les mesures appliquées par le Gouvernement LREM, proviennent de ces GOPEs :

1. **Coupe dans les dépenses de Santé.** Cela signifie fermeture du service Réanimation à Meulan par exemple, **baisse des remboursements** ou **dégradation des conditions de travail des soignants.**
2. Réduction du coût du travail : **baisse des allocations chômage**
3. **Baisse de l'impôt sur les sociétés ; Augmentation de la CSG** ou de la TVA
4. **Réforme du droit du travail et des acquis sociaux** pour « améliorer l'accès au marché du travail »
5. **Gel du SMIC** car trop élevé pour nos entreprises
6. **Ubérisation de la société française :** libéralisation des taxis, professions juridiques, médicales, pharmacies et des services (Poste, SnCF, ...)

François Asselineau le disait lors des présidentielles : <https://youtu.be/x2rE3buEX3s>



----- Pour mieux comprendre... -----

Lien vers ces GÖPE publiées les 22 mai 2017 : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=COM%3A2017%3A509%3AFIN&from=FR>

Lien vers l'article 121 : https://fr.wikisource.org/wiki/Traité_sur_le_fonctionnement_de_l'Union_européenne#Article_121

Ces GÖPES n'ont de recommandations que le nom ! En effet, elles réapparaissent dans le rapport de l'année suivante, si elles

ne sont pas appliquées. Il faut aussi savoir que la Commission peut formuler un « avertissement » et mettre en place une « procédure de surveillance multilatérale » si ces mesures ne sont pas appliquées.

Un troisième élément nous aide à comprendre que ces GÖPE ne sont des mesures facultatives malgré leur nom : les Göpés sont élaborées par le Conseil (regroupement des ministres des gouvernements des États membres)

- en suivant l'orientation libérale des traités
- en suivant les suggestions de la Commission (constituée de fonctionnaires non élus qui sont chargés de faire appliquer les traités)
- en prenant l'avis du Conseil Européen (regroupement des chefs d'Etats et de Gouvernement des Etats membres).

Le principe est, pour les élites politiques des 28 pays (psdt, ler ministre, ministres), **de faire une évaluation** croisée des politiques de tous les Etats, en suivant le cadre libéral des traités, **et d'imposer aux petits copains des autres pays des réformes**. Chaque homme politique baigne donc dans un environnement intellectuel qui l'oblige à penser d'une manière avant tout libérable et d'appliquer les recommandations chez lui puisqu'il exige de ses camarades des autres pays de faire de même. **Notons qu'ainsi, tout action coercitive est rendue finalement inutile !**

Ainsi les Etats sont contraints d'appliquer ces GÖPES tôt ou tard.

----- **En conclusion...** -----

Certes, des citoyens peuvent considérer qu'il est légitime d'appliquer une telle politique libérale. Ou encore que ces mesures sont aussi voulues par le gouvernements nationaux.

Mais l'UPR veut faire apparaître au grand jour, qu'**en raison**

de ces GOPÈ, les hommes politiques n'ont plus les manettes, ET QUE LA SOUVERAINETE DES PAYS et NOTRE DEMOCRATIE-MEME, SONT EN JEU ! Hollande n'était pas en mesure de « lutter contre la finance » pas plus que Macron n'est capable de faire du libéralisme « doux » pour préserver notre modèle sociale et nos grands services publics à la française comme des gens l'imaginent encore. Mélenchon, s'il était arrivé au pouvoir, n'aurait pas pu plus que quiconque, déroger à ces orientations car les mesures qu'il aurait prises auraient « risqué de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire » et nous serions sous le coup d'une procédure d'« avertissement » comme l'indique l'art 121 – tout comme le terme « recommandation », le terme « avertissement » ne peut être considéré dans son sens littéral-.

L'article 121 ne pouvant être contourné, et toute modification de ce traité étant impossible car nécessitant l'unanimité des 28 Etats, les Français doivent se faire à l'idée que le FREXIT s'imposent à eux s'ils veulent préserver leur pouvoir démocratique.

Poissy : PSA veut supprimer des postes grâce aux nouvelles ordonnances de la loi Travail

Le constructeur automobile a proposé à ses syndicats un projet de suppressions de postes via la procédure dite de « rupture conventionnelle collective ». Cette procédure, introduite dans les ordonnances travail, permet à l'employeur de se séparer de

salariés mais sans passer par la case démission ou licenciement et en dehors du cadre contraint d'un plan social. Mais pour qu'elle soit possible, elle doit faire l'objet d'un accord majoritaire avec les syndicats.

Les ordonnances travail sont la traduction en droit français des [GOPE](#) émises par la commission Européenne.

Source : [Le Parisien \(28 décembre\)](#)

Pour en savoir plus sur les ruptures conventionnels collectives : [Alternatives Economiques \(5 janvier\)](#)

Mantes-la-Jolie : le parking de l'hôpital devient payant

L'article du parisien va relater cet évènement en donnant la version officielle : il faut lutter contre les incivilités des voitures ventouses et cela justifie donc la lourde subvention pour la société Indigo. L'article termine sur un ton positif montrant l'efficacité de la solution.

Source : [Le Parisien \(15 décembre\)](#)

Marc Jammet (conseiller municipal PCF) donne une autre version de cette privatisation. La raison n'est pas les incivilités mais la fermeture de services dans les hôpitaux annexes. Il aurait tout à fait été possible de trouver une autre solution qui n'aurait pas rendu payant ce parking.

Source : [Marc Jammet \(mai 2013\)](#)

La raison de fond de cette nouvelle dégradation dans le service public vient de notre appartenance à l'Union européenne qui est farouchement opposée au concept de service public (cf. [article 106 alinéa 2](#) du TFUE) puisque contraire aux sacro-saints principes de concurrence.

Le secteur de la santé est un marché juteux pour les intérêts privés.

Les [articles 168 et 169 du TFUE](#) donnent la priorité à la loi de l'argent sur les impératifs de la santé humaine.

Par [l'article 121 du TFUE](#), les « Grandes orientations de politiques économiques » ([GOPÉ](#)), sont imposées par des Commissaires européens non élus, avec sanctions à la clé contre la France si elles ne sont pas appliquées. Le gouvernement, par application des [GOPE](#), est en charge de favoriser le démantèlement du secteur public hospitalier déjà exsangue.

Voir aussi :

[Le scandaleux démantèlement de nos services publics : Le cas de l'hôpital de Douarnenez](#)

[La France n'est-elle pas trop endettée pour conserver son modèle de services publics ?](#)

Versailles : la colère monte contre la privatisation des cantines

Le département des Yvelines suit l'idéologie du tout privatisé imposée par l'UE via les [Grandes Orientations de Politique Économiques \(GOPE\)](#) aux dépens de l'intérêt des enfants. Les syndicats et parents d'élèves craignent l'abandon à terme des circuits courts et du bio.

Source : [Le Parisien \(7 décembre\)](#)

La France perd son Influence et sa souveraineté

Les lycées français de l'étranger en colère contre les coupes budgétaires

Les coupes sauvages du budget de l'enseignement français à l'étranger, à hauteur de 33 millions d'euros pour 2017, ont été dénoncées par des syndicats et associations dont les appels à la grève ont été très suivis partout dans le monde. Avec 500 postes supprimés, les enseignants ont raison de dénoncer un coup brutal porté à un outil majeur de la diplomatie d'influence de la France.

http://www.liberation.fr/societe/2017/11/27/les-lycees-francais-de-l-etranger-mobilises-contre-les-coupes_1612843

Macron humilie le président du Burkina Faso

Blagues déplacées, moqueries, tutoiement : Monsieur Macron a enchaîné les fautes diplomatiques face au président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré. Imaginerait-on d'ailleurs la même scène face au président Trump ?

<https://youtu.be/ziqdRQrTmmY>

Les députés rétablissent la hausse de la CSG

Cela fait suite à la disposition annulée par le Sénat en première lecture. Cette hausse a pour but de compenser la suppression des cotisations sociales dans le privé. Ces deux mesures sont l'application directe des GOPE imposés à la France par l'UE.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/030950871765-les-deputes-retablissent-la-hausse-de-la-csg-2134203.php>

Les GOPE

<https://www.upr.fr/gope-grandes-orientations-de-politique-economique>

Démantèlement de la France, fin de la République une et indivisible

L'idéologie européiste :

la suppression du triptyque hérité de la Révolution française (État-Départements-Communes) pour le remplacer par UE-Eurorégions-Comtés

Pour l'UE, c'est très simple, il faudrait supprimer les départements, hérités de la Révolution française, symboles de l'égalité entre les Français et auxquels les Français sont très attachés, bien plus qu'aux régions créées en 1972.

Les idéologues européistes le savent. Et c'est pourquoi ils procèdent par petits pas, à commencer par le premier d'entre eux, Emmanuel Macron, qui avait proposé, pendant la campagne présidentielle, de supprimer un quart des départements.

Viennent ensuite les communes. Elles sont jugées trop nombreuses en France par les européistes.

La France ne pourrait pas se permettre de se payer ses 36 000 communes.

Argument étrange, puisqu'elle était capable de le faire au XIXe siècle, dans une France infiniment plus pauvre et bien souvent en guerre sur son propre sol.

Vidéo Youtube :

Macron Hué et sifflé

https://www.challenges.fr/politique/macron-hue-et-siffle-a-son-arrivee-au-congres-des-maires-de-france_515364

“Dîner de con », « câlinothérapie »: les maires déçus après avoir été reçus à l'Élysée

<http://www.bfmtv.com/politique/diner-de-con-calinotheapie-les>

[-maires-decus-apres-avoir-ete-recus-a-l-elysee-1310276.html](#)

Intervention de François Asselineau à l'Association des Maires de France

[https://www.upr.fr/actualite/intervention-de-francois-asselineau-a-lassociation-maires-de-france](#)

Les GOPE

[https://www.upr.fr/gope-grandes-orientations-de-politique-economique](#)

La poursuite de l'étranglement des petites communes de France

[https://www.upr.fr/actualite/france/destruction-de-lame-de-france-marche-poursuite-de-letranglement-communes-dossier-de-charles-henri-gallois](#)

Les euro-régions et l'objectif des redécoupages territoriaux en France

[https://www.upr.fr/conferences/les-euro-regions-et-lobjectif-des-redecoupages-territoriaux-en-france](#)

Fin de la République une et indivisible

[http://www.lagazettedescommunes.com/536847/territoires-vers-un-droit-a-la-difference/](#)

Macron a reçu les chefs de parti pour évoquer le mode de scrutin des européennes

[http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2017/11/19/25001-20171119ARTFIG00090-macron-va-recevoir-les-chefs-de-parti-pour-evoquer-le-mode-de-scrutin-des-europeennes.php](#)

Mélenchon évoque le plaisir de la conversation avec Macron

[http://www.europe1.fr/politique/melenchon-evoque-le-plaisir-de-la-conversation-avec-macron-3499217](#)

La popularité de Mélenchon en baisse

[http://www.lefigaro.fr/politique/2017/11/24/01002-20171124ARTFIG00313-le-front-social-patine-la-popularite-de-melenchon-baisse.php?utm_source=CRM&utm_medium=email&utm_campaign=\[20171](#)

[125_NL_ACTUALITES\]&seen=c4b5a12b2e00520eba8bde722c3a2d8f&seen=6&m_i=woFOZEtY50NrhlpyIKsLPhok6mrP6jYn8K005hdSblvT4GSYageid1MMLXgT1ozJ1B%2BDS40k_37h6lKBp12p95SEoGM0%2BBa07](https://www.lelab.europa.eu/le-groupe-eelv-au-conseil-de-paris-veut-rebaptiser-la-journee-du-patrimoine-en-journee-du-matrimoine-et-du-patrimoine-3500813)

Connaissez-vous les journées du patrimoine ?

<http://lelab.europa.eu/le-groupe-eelv-au-conseil-de-paris-veut-rebaptiser-la-journee-du-patrimoine-en-journee-du-matrimoine-et-du-patrimoine-3500813>

Bilan des 6 premiers mois de la présidence Macron

Mme De Vaucouleurs, députée de la 7ème circonscription des Yvelines a eu la gentillesse de nous donner une lettre d'information sur les 6 premier mois du gouvernement (voir ci dessous). J'ai cru bon de sortir moi aussi un bulletin d'information reprenant les mêmes thématiques

Le rayonnement de la France selon Macron

Le président Macron a contribué au rayonnement de la France et de son image en critiquant les Français à partir de [la Roumanie](#) puis de [la Grèce](#). Les critiques faites à la Pologne depuis [la Bulgarie](#) ont sans aucun doute fait beaucoup pour augmenter le rayonnement de la France.

Les ordonnances sur la loi travail

Grâce aux ordonnances sur la loi travail, l'inutile débat démocratique à l'assemblée nationale a pu être évité. Les députés n'avaient de toute façon aucune possibilité de refuser

ces contre-réformes sur le code du travail puisqu'elles nous sont imposées par les recommandations de la commission européenne (non élue) via les [Grandes Orientations de Politique Économique \(GOPÉ\)](#). Bien loin de choix démocratiques, il s'agit de politiques autoritaires venant de Bruxelles ou Francfort [imposées à l'ensemble des pays européens](#) quelle que soit l'opinion des peuples. L'argument de la création d'emploi suite à ces mesures est discutable. L'Italie qui a eu son Job Act il y a plus de 2 ans n'a pas constaté d'effet notable sur l'emploi. Le manque de régulation peut aussi être contre-productif. Par exemple, [Tupperware a décidé de fermer son site français](#) plutôt que Belge car il est devenu moins coûteux de licencier en France qu'en Belgique.



Hausse du pouvoir d'achat

[La hausse du pouvoir d'achat](#) par le transfert des cotisations sociales vers la CSG ne va concerner que les actifs. Les retraités verront eux leur pouvoir d'achat diminuer. Autre détail d'importance, la baisse des cotisations se fera fin 2018 alors que la hausse de la CSG se fera en début d'année.

Suppression de taxe d'habitation

[La suppression de taxe d'habitation](#) va être compensée par d'autres impôts (CSG,...) puisque les dotations de l'état aux communes doit couvrir le manque à gagner. Certains paieront moins alors que d'autres paieront plus. Le principal problème

de cette mesure vient du fait qu'une grande partie du financement des communes est ainsi réduit et que l'on peut donc s'attendre à des hausses sur la taxe foncière. Cette mesure est loin de recueillir [une opinion favorable](#) auprès des élus locaux.

La fin du RSI

Le calendrier prévu pour la fin du RSI est [inquiétant](#). Une telle précipitation a de fortes chances de provoquer de nouveaux dysfonctionnements.

Éducation

Le dédoublement des classes de CP s'est fait [sans aucun poste supplémentaire](#). La mesure a donc consisté à déshabiller Paul pour habiller Jacques et donc au détriment des autres classes de primaire. Je reconnais et félicite cependant l'admirable travail du ministre de l'éducation : Jean Michel Blanquer.

Logement

La politique pour faire baisser la précarité du logement a consisté à faire des coupes dans les aides au logement.



Allocation adulte handicapé

L'allocation adulte handicapé a certes été revalorisée mais la prime d'activité des travailleurs pensionnés a été [supprimée](#).

Loi sécurité

Avec la loi sur la sécurité, nous sommes entré dans un [état d'urgence permanent](#). Les alertes [d'Amnesty](#) et de [l'ONU](#) sur la perte de nos libertés n'ont pas été entendues.
Et voilà la lettre d'information de Mme Vaucouleurs.

Réussir ensemble

N°1

La lettre de votre députée

Chère concitoyenne, cher concitoyen,

Avec cette lettre d'information, je vous invite à partager régulièrement l'actualité de l'Assemblée nationale et de notre circonscription. Ce premier numéro revient sur un début de mandat particulièrement dense.

Tandis que notre Président de la République se mobilisait en faveur du **rayonnement européen et international de la France**, les députés de la majorité présidentielle, avec le gouvernement, ont impulsé l'ambitieux mouvement de **transformation de notre pays**.

Fruit d'une **riche concertation** avec les partenaires sociaux et d'un **vrai débat démocratique** à l'Assemblée nationale, les ordonnances relatives au code du travail illustrent la détermination du gouvernement à agir rapidement et efficacement. Les prochaines lois, sur la **formation professionnelle, l'apprentissage et l'Assurance chômage universelle**, viendront amplifier cette dynamique pour enfin concilier développement économique et création d'emplois.

En cette rentrée, c'est sur de nombreux fronts que la majorité présidentielle est également mobilisée : **pour le pouvoir d'achat** avec le transfert début 2018 des cotisations sociales vers la CSG et la suppression progressive de la taxe d'habitation ; **pour les entreprises** avec la fin programmée du Régime Social des Indépendants (RSI) et l'allègement des charges ; **pour l'école** en libérant l'initiative des établissements et en luttant contre l'échec scolaire avec le dédoublement des classes de CP ;

pour le logement avec une politique plus juste et plus efficace afin de faire reculer la précarité ; **pour les plus fragiles** avec la décision d'augmenter le minimum vieillesse et l'allocation adulte handicapé.

Je voudrais aussi évoquer avec vous un enjeu qui nous préoccupe tous, celui de la **sécurité**. En vue de mettre fin à l'état d'urgence, l'Assemblée nationale a récemment adopté la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. Là aussi, le débat démocratique aura permis de trouver un équilibre entre protection et liberté.

Issues du programme d'Emmanuel Macron, ces premières mesures illustrent la détermination de la majorité présidentielle à **respecter ses engagements et à répondre à votre légitime exigence de résultats**. C'est ainsi que nous renouerons enfin avec la nécessaire confiance en la vie démocratique de notre pays. C'est ainsi, qu'ensemble, nous réussissons à **transformer la France au bénéfice de toutes et tous**.

Ecouter chacun, réussir ensemble
Cordialement
Michèle de Vaucouleurs



POINTS DE REPÈRE À L'ASSEMBLÉE

Durant ce dernier trimestre, l'examen des **projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale** contribuera à augmenter sensiblement le budget de nombreux ministères comme la Défense, la Solidarité et la Santé, l'Éducation... L'occasion également de concrétiser les engagements du Président de la République : suppression de la taxe d'habitation pour 80% des français, baisse des cotisations sociales, hausse des minima sociaux.... Le **projet de loi de ratification des ordonnances** réformant le Code du Travail devrait être examiné à l'Assemblée en novembre.

ENTRE JEUNES

" Nous sommes plusieurs jeunes à nous être mobilisés pour faire gagner le projet d'Emmanuel Macron. Convaincus que nous devons prendre toute notre place pour transformer la France et dessiner un futur qui libère et protège, nous souhaitons faire entendre la diversité de la voix jeunesse, notamment autour des lois qui nous concernent directement. Ces moments d'échanges citoyens, nous voulons les concevoir avec les jeunes de la #Circo7807. Pour y contribuer, nous vous invitons à contacter la permanence de notre députée "

Des jeunes citoyens de la #Circo7807

LETTRÉ D'INFORMATION BIMESTRIELLE AUX HABITANTS DE LA 7ÈME CIRCONSCRIPTION DES YVELINES